

Les enjeux de l'enseignement supérieur et de la recherche en France ont été rappelés récemment par le secrétaire d'Etat à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche (ESR) T. Mandon :

« l'ESR, et particulièrement les universités, vit une période charnière et est confronté à 5 défis structurels et culturels :

- La démocratisation, avec l'augmentation des effectifs étudiants, aussi bien dans le public que le privé
- La diversité, liée à l'hétérogénéité des publics étudiants
- L'immobilier pour lequel des gros efforts d'investissement ont été faits et doivent encore être faits
- L'innovation pédagogique et le numérique
- La compétition mondiale que renforce le numérique »

On pourrait aussi ajouter que la diminution des financements récurrents de la recherche et de la dotation de l'ANR rendent de plus en plus problématiques le pilotage et le fonctionnement des laboratoires de recherche, alors que c'est la recherche qui est la source principale de la richesse de demain.

L'UA, université pluridisciplinaire avec santé la plus sous dotée de France et néanmoins l'une des plus efficaces en terme de réussite étudiante et d'insertion professionnelle, a montré ces dernières années sa capacité d'innovation pédagogique (par exemple le projet PLURIPASS d'alternative à la première année commune aux études de santé), et aussi sa capacité à accueillir et à accompagner les bacheliers technologiques dans plusieurs de ses composantes. Elle fait face à une augmentation des effectifs étudiants (+ 25% en 10 ans), qui se traduit par une diminution de la dépense par étudiant, compte tenu de l'absence d'accompagnement de l'Etat. Cette diminution a pour conséquence sur le terrain une surcharge de travail des personnels, source de dégradation des conditions de travail des personnels et des étudiants.

D'autre part, en dépit d'efforts significatifs des collectivités territoriales, le financement très insuffisant du CPER 2015-2020 par l'Etat ne permet pas de lancer les indispensables travaux de restructuration de l'UFR Lettres Langues et Sciences Humaines ni de mener à bien dans des délais raisonnables les travaux nécessaires à l'accessibilité à tous de tous les locaux.

Le choix politique proposé par le Secrétaire d'Etat d'un milliard d'euros de plus par an permettrait de réduire des tensions qui risquent autrement de devenir rapidement insupportables, en particulier dans les universités les plus sous dotées. Il mettrait les actes du gouvernement en accord avec les promesses du Président de la République de faire de la jeunesse et de l'ESR des priorités nationales. C'est pourquoi le Conseil d'Administration de l'université d'Angers soutient cette proposition de T. Mandon et demande sa mise en œuvre dès le budget 2016.